

L'insoutenable légèreté du capitalisme vis-à-vis de notre santé, par Eva Illouz

Par Eva Illouz (Sociologue) Publié le [23 mars 2020 à 07h05](#)



En regardant le film hypnotique de Lars von Trier « Melancholia », le spectateur comprend peu à peu, dans un mélange de terreur et d'impuissance, que le monde est sur le point de disparaître, condamné à entrer en collision avec la planète « Melancholia ». A la fin du film, ce spectateur, à la fois fasciné et paralysé, voit cette planète finir sa course pour s'écraser sur la Terre. D'abord apparue sous la forme d'un point lointain dans le ciel, elle grossit jusqu'à finalement devenir un disque qui envahit tout l'écran, au moment du choc.

Nous sommes tous plongés dans un événement mondial dont nous n'avons pas encore pleinement saisi l'ampleur. Dans ce moment inédit, j'ai tenté de trouver des analogies et je me suis souvenue de cette scène finale du film de Lars von Trier.

Une nouvelle réalité

C'est au cours de la deuxième semaine de janvier que j'ai lu pour la première fois un article au sujet d'un étrange virus ; c'était dans la presse américaine et j'y ai prêté une attention toute particulière parce que mon fils devait partir en Chine. Le virus était encore à distance, comme le point lointain d'une planète menaçante. Mon fils annula son voyage mais le point est devenu disque et a poursuivi sa course inexorable, venant progressivement s'écraser sur nous, en Europe et au Moyen-Orient. Désormais, nous observons tous, tétanisés, les progrès de la pandémie, tandis que le monde que nous connaissions a baissé le rideau.

Le coronavirus est un événement planétaire d'une magnitude que nous peinons à saisir, non seulement en raison de son échelle mondiale, non seulement en raison de la rapidité de la contamination, mais aussi parce que les institutions dont nous n'avions jamais questionné le colossal pouvoir ont été mises à genoux en l'espace de quelques semaines. L'univers archaïque des épidémies dévastatrices a brutalement fait irruption dans le monde aseptisé et avancé de la puissance nucléaire, de la chirurgie laser et de la technologie virtuelle. Même en temps de guerre, les cinémas et les bars underground continuaient de fonctionner ; or ici, les villes animées d'Europe que nous aimons sont devenues des sinistres villes fantômes, leurs habitants forcés de se terrer chez eux. Comme l'écrivit Albert Camus dans [« la Peste »](#), « tous ces changements, dans un sens, étaient si extraordinaires et s'étaient accomplis si rapidement, qu'il n'était pas facile de les considérer comme normaux et durables. »

Du transport aérien aux musées, c'est le cœur battant de notre civilisation qui a été arrêté. La liberté, la valeur cardinale de la modernité, a été mise entre parenthèses, non pas à cause d'un nouveau tyran mais en raison de la peur, cette émotion qui domine toutes les autres. Du jour au lendemain, le monde est devenu *unheimlich*, étrangement inquiétant, vidé de sa familiarité. Les gestes les plus réconfortants – se serrer la main, s'embrasser, s'étreindre, manger ensemble – sont devenus sources de danger et d'angoisse. En l'espace de quelques jours, de nouvelles notions ont fait leur apparition pour donner sens à une réalité nouvelle : nous sommes tous devenus spécialistes des différents types de masques et de leur pouvoir filtrant (N95, FFP2, FFP3, etc.), nous savons désormais quelle quantité d'alcool est nécessaire à un lavage de mains efficace, nous connaissons la différence entre la « suppression » et l'« atténuation », entre Saint-Louis et Philadelphie au temps de la grippe espagnole, et bien sûr, nous nous sommes familiarisés, surtout,

avec les étranges règles et rituels de la distanciation sociale. En quelques jours en effet, une nouvelle réalité a fait son apparition, avec de nouveaux objets, de nouveaux concepts et de nouvelles pratiques.

Rupture du contrat de l'Etat

Les crises révèlent les structures mentales et politiques et, dans le même temps, elles mettent au défi les structures conventionnelles et la routine. Une structure est habituellement dissimulée au regard, mais les crises n'ont pas leur pareil pour exposer à l'œil nu les structures mentales et sociales tacites.

La santé, selon Michel Foucault, est l'épicentre de la gouvernance moderne (il parlait de « biopouvoir »). A travers la médecine et la santé mentale, affirmait-il, l'Etat gère, surveille et contrôle la population. Dans un langage qu'il n'aurait pas utilisé, nous pourrions dire que le contrat implicite passé entre les Etats modernes et leurs citoyens est fondé sur la capacité des premiers à garantir la sécurité et la santé physiques des seconds.

Cette crise met en lumière deux choses opposées : d'abord le fait que ce contrat, dans de nombreuses parties du monde, a progressivement été rompu par l'Etat, qui a changé de vocation en devenant un acteur économique entièrement préoccupé de réduire les coûts du travail, d'autoriser ou encourager la délocalisation de la production (et, entre autres, celle de médicaments clés), de déréguler les activités bancaires et financières et de subvenir aux besoins des entreprises. Le résultat, intentionnel ou non, a été une érosion extraordinaire du secteur public. Et la deuxième chose, c'est le fait, évident aux yeux de tous, que seul l'Etat peut gérer et surmonter une crise d'une telle ampleur. Même le mammoth Amazon ne peut faire plus qu'expédier des colis postaux, et encore, avec de grandes difficultés.

« Retombées zoonotiques »

Pour Denis Carroll, expert mondial de premier plan en maladies infectieuses, travaillant aux Etats-Unis pour le CDC (*Centers for Disease Control and Prevention*), l'agence nationale de protection de la santé, nous devons nous attendre à voir ce type de pandémies se répéter plus souvent à l'avenir. Et cela en raison de ce qu'il appelle les « retombées zoonotiques », c'est-à-dire les conséquences d'un contact de plus en plus fréquent entre des agents pathogènes d'origine animale et les hommes – un contact lui-même causé par la présence toujours plus importante des humains dans des écozones qui, jusqu'ici, étaient hors de notre portée. Ces incursions dans les écozones s'expliquent par la surpopulation et par l'exploitation intensive de la terre (en Afrique, par exemple, l'extraction pétrolière ou minière s'est considérablement développée dans des régions qui étaient d'ordinaire peu habitées par les hommes).

Cela fait au moins une décennie que Carroll et de nombreux autres (dont, par exemple, Bill Gates et l'épidémiologiste Larry Brilliant, directeur de la fondation Google.org) nous avertissent que des virus inconnus menaceront *toujours plus* à l'avenir les êtres humains. Mais personne n'y a prêté attention. La crise actuelle est le prix que nous payons tous pour le manque d'attention de nos politiciens : nos sociétés étaient bien trop occupées à réaliser des bénéfices, sans relâche, et à exploiter la terre et la main d'œuvre, en tout temps et en tous lieux. Dans un monde post-Corona, les retombées zoonotiques et les marchés chinois d'animaux vivants devront devenir le souci de la communauté internationale. Si l'arsenal nucléaire de l'Iran est étroitement contrôlé, il n'y a aucune raison de ne pas exiger un contrôle international des sources de retombées zoonotiques. Le milieu des affaires, partout à travers le monde, peut enfin réaliser que pour pouvoir exploiter le monde, il faut encore qu'il y ait un monde.



Une femme, sur le pont de Brooklyn à New York, le 20 mars 2020.

L'économie ou la vie ? La santé, socle invisible du marché

La peur du public met toujours les institutions en danger (les monstres politiques du XX^{ème} siècle ont tous utilisé la peur pour dépouiller la démocratie de ses institutions). Mais l'inédit de cette crise, c'est à quel point elle se montre hantée par l'« économisme ». Le modèle britannique (décrié depuis) a initialement consisté à adopter la méthode d'intervention la moins intrusive possible, soit le modèle de l'auto-immunisation (c'est-à-dire de la contamination) de 60 % de la population – une option qui revenait à sacrifier une partie de cette population au nom du maintien de l'activité économique. L'Allemagne et la France avaient d'abord réagi de la même manière, ignorant la crise tant que cela fut possible. Comme l'a relevé l'essayiste italien Giuliano da Empoli, même la Chine, qui piétine les droits de l'homme, n'a pas utilisé aussi ouvertement que les nations européennes l'« économisme » comme un critère à prendre en considération dans la lutte contre le virus (du moins au début). Le dilemme est sans précédent : sacrifier la vie de nombreuses personnes âgées et vulnérables ou sacrifier la survie économique de beaucoup de jeunes et d'indépendants.

Il n'est pas sans ironie que ce soit le monde de la finance, généralement arrogant et si souvent impénétrable, qui ait été le premier à s'effondrer. Cela a montré que la circulation de l'argent dans le monde repose sur une ressource que nous considérons tous comme acquise : la santé des citoyens. Les marchés se nourrissent de la confiance comme d'une monnaie pour construire le futur, et il s'avère que la confiance se fonde sur l'hypothèse de la santé. Les Etats modernes ont garanti la santé des citoyens : ils ont construit des hôpitaux, formé des médecins, subventionné la recherche médicale et conçu des systèmes de protection sociale. Ce système de santé était le socle invisible qui rendait possible la confiance dans l'avenir qui, à son tour, conditionne les investissements et la spéculation financière. Sans santé, les transactions économiques perdent leur sens.

La santé était donc tenue pour acquise ; et ces dernières décennies, les politiciens, les places financières, les grandes entreprises s'accordèrent tous pour promouvoir des politiques qui réduisaient drastiquement les budgets dévolus aux ressources publiques, de l'éducation aux soins de santé, ignorant ainsi de façon paradoxale à quel point les entreprises avaient pu bénéficier de ces biens publics (éducation, santé, infrastructures), sans rien déboursier pour cela. Toutes ces ressources dépendent de l'Etat et conditionnent l'existence même des échanges économiques. Pourtant, en France, 100 000 lits d'hôpitaux ont été supprimés ces vingt dernières années (les soins à domicile ne sauraient compenser des lits en unités de soins intensifs). En juin 2019, les médecins et infirmières urgentistes avaient manifesté contre les coupes budgétaires qui sapent le système de santé français – une référence mondiale – jusqu'à le pousser au bord de l'effondrement.



A l'hôpital Emile Muller de Mulhouse, le 22 mars 2020.

Au moment même où j'écris ces lignes, un collectif de 600 médecins annoncent porter plainte contre le Premier ministre, Edouard Philippe, et l'ex-ministre de la Santé, Agnès Buzyn, pour leur mauvaise gestion de la crise (jusqu'au 14 mars, aucune mesure n'avait été prise). Aux Etats-Unis, le pays le plus puissant de la planète, les médecins se démènent pour trouver des masques, afin de se protéger eux-mêmes. En Israël, en 2019, le ratio lits d'hôpitaux/population totale était tombé à son plus bas niveau depuis trois décennies, selon un rapport publié par le ministère de la Santé.

La mue indispensable du capitalisme

Netanyahu et ses gouvernements successifs ont négligé le système de santé pour deux raisons : parce que Netanyahu est fondamentalement un néolibéral qui croit en la redistribution de l'argent issu des ressources collectives aux riches sous la forme d'exonérations d'impôts ; et parce qu'il a cédé aux exigences des partis ultra-orthodoxes qui sont ses partenaires de coalition, créant ainsi des pénuries massives dans le système de santé. Le mélange de gravité et d'hystérie avec lequel la crise actuelle a été gérée visait à dissimuler cette stupéfiante impréparation (manque de masques chirurgicaux, de respirateurs artificiels, de combinaisons de protection, de lits, d'unités de soins adéquates, etc.). Netanyahu et des hordes de politiciens partout dans le monde ont traité la santé des citoyens avec une légèreté insupportable, échouant à comprendre l'évidence : sans santé, il ne peut y avoir d'économie. La relation entre notre santé et le marché est désormais devenue douloureusement claire.

Le capitalisme tel que nous l'avons connu doit changer. La pandémie va causer des dommages économiques incommensurables, un chômage massif, une croissance en berne ou négative, et elle affectera le monde entier – les économies asiatiques ayant des chances d'en ressortir les plus fortes. Les banques, les entreprises et les sociétés financières devront supporter la charge, aux côtés de l'Etat, de trouver une issue à cette crise et devenir des partenaires pour la santé collective des citoyens. Elles devront contribuer à la recherche, aux plans de préparation aux urgences nationales, et à l'embauche massive, une fois cette crise terminée. Elles devront porter le fardeau de la reconstruction économique, quand bien même cet effort collectif ne générerait que peu de profits.

Les capitalistes ont pris pour acquises les ressources fournies par l'Etat – l'éducation, la santé, les infrastructures – sans jamais réaliser que les ressources dont ils spoliaient l'Etat les priveraient, au bout du compte, du monde qui rend l'économie possible. Cela doit cesser. Pour que l'économie ait un sens, elle a besoin d'un monde. Et ce monde ne peut être construit que collectivement, grâce à la contribution du secteur privé au bien commun. Si seuls les Etats peuvent gérer une crise d'une telle ampleur, ils ne seront pas suffisamment forts pour nous faire sortir à eux seuls de cette crise : il faudra que les entreprises contribuent au maintien des biens publics, dont elles ont tant bénéficié.

Les élites et les butins de guerre

En Israël, malgré un bilan relativement peu élevé en terme de vies humaines (jusqu'à présent), la crise du coronavirus a profondément ébranlé les institutions du pays. Comme [Naomi Klein n'a cessé de le souligner](#), les catastrophes sont pour les élites des occasions de s'emparer de butins de guerre et d'en tirer le maximum de profits. Israël en fournit un exemple frappant. Netanyahu a *de facto* suspendu les droits civiques fondamentaux et fermé les tribunaux (se sauvant ainsi *in extremis* du procès qui l'attendait). Le 16 mars, au milieu de la nuit, le gouvernement israélien a approuvé le recours à des outils technologiques élaborés par les services secrets du Shin Bet pour traquer les terroristes, afin de localiser et identifier les mouvements des porteurs de virus (et de ceux qu'ils auraient pu contaminer). Il a contourné l'approbation de la Knesset, pourtant prévu par la procédure, et adopté des mesures qu'aucun pays n'avait encore prise – y compris les plus autoritaires.

Les citoyens israéliens ont l'habitude d'obéir rapidement et docilement aux ordres qu'ils reçoivent de l'Etat, en particulier lorsque leur sécurité et leur survie sont en jeu. Ils sont accoutumés à considérer la sécurité comme une raison valable d'enfreindre la loi et de porter atteinte à la démocratie. Mais Netanyahu et ses acolytes ne se sont pas arrêtés là : ils ont mis un coup d'arrêt à la formation de commissions parlementaires, menant *de facto* ce que certains commentateurs et citoyens ont appelé un « *coup d'Etat* » politique, privant ainsi le Parlement de sa fonction de contre-pouvoir face à l'exécutif, et refusant les résultats des élections, qui les mettaient en situation de minorité. Le 19 mars, une procession légale de voitures munies de drapeaux noirs pour protester contre la fermeture du Parlement a été stoppée de force par la police, pour la seule raison que celle-ci en avait reçu l'ordre.

Thucydide, l'historien grec du Ve siècle avant Jésus-Christ, écrivait ceci au sujet de la peste qui avait ravagé Athènes durant la deuxième année de la guerre du Péloponnèse : « *Devant le déchaînement du mal, les hommes, ne sachant que devenir, cessèrent de respecter la loi divine ou humaine.* » (1) Des crises de ce type peuvent générer du chaos et c'est dans ce genre de circonstances que, bien souvent, des tyrans font leur apparition. Les dictateurs prospèrent sur la peur et le chaos. En Israël, des commentateurs très respectés voient dans la gestion de la crise par Netanyahu un exemple d'une telle exploitation cynique du chaos et de la peur, dans le but de changer les résultats des élections et de se mettre hors de portée de la loi. Ainsi, Israël traverse une crise qui n'a pas d'équivalent ailleurs : sa crise est à la fois sanitaire, économique et politique. Dans des moments comme celui-ci, il est crucial d'avoir confiance dans les personnes

occupant les charges publiques ; or, une partie significative de l'opinion publique israélienne est en train de perdre totalement confiance en ses représentants, du ministère de la Santé ou dans les autres branches de l'exécutif.

La bande-annonce de notre futur ?

Ce qui vient redoubler le sentiment de crise, c'est le fait que la pandémie requiert une nouvelle forme de solidarité à travers la distanciation sociale. C'est une solidarité entre les générations, entre les jeunes et les vieux, entre quelqu'un qui ne sait pas qu'il peut être malade et quelqu'un qui pourrait mourir de ce que le premier ne sait pas, une solidarité entre quelqu'un qui a peut-être perdu son travail et quelqu'un qui pourrait perdre la vie.

Je suis confinée depuis plusieurs semaines maintenant et l'amour dont mes enfants m'ont couverte a consisté à me laisser seule. Cette solidarité exige l'isolement et fragmente le corps social en ses plus petites unités possible, ce qui complique nos organisations, nos rencontres, nos communications – au-delà des innombrables plaisanteries et vidéos échangées sur les réseaux sociaux.

Nous faisons aujourd'hui l'expérience d'une sociabilité de substitution : l'usage d'Internet a plus que doublé ; les réseaux sociaux sont devenus les nouveaux salons ; le nombre de blagues Corona circulant sur les réseaux sociaux à travers les continents est sans précédent ; la consommation de Netflix et de Prime Video a littéralement explosé ; les étudiants du monde entier suivent désormais des cours virtuels à travers « Zoom » – des salles de classe collaboratives. En résumé, cette maladie, qui nous oblige à revoir de fond en comble toutes les catégories connues de la sociabilité et du soin, est aussi la grande fête de la technologie virtuelle. Je suis persuadée que dans le monde post-Corona, la vie virtuelle longue distance aura conquis une nouvelle autonomie – maintenant que nous avons été contraints de découvrir son potentiel.

Nous sortirons de cette crise, grâce au travail héroïque des médecins et des infirmières et à la résilience des citoyens. De nombreux pays en sortent déjà. Le défi consistera à gérer l'après- pandémie, en tirant les bonnes conclusions : l'Etat, encore une fois, s'est avéré la seule entité capable de faire face à des crises à si grande échelle. L'imposture du néolibéralisme est désormais exposée, et doit être dénoncée haut et fort. L'époque où tout acteur économique n'était là que pour « s'en mettre plein les poches » doit finir une bonne fois pour toutes. L'intérêt public doit redevenir la priorité des politiques publiques. Et les entreprises doivent contribuer à ce bien public, si elles veulent que le marché demeure un cadre possible pour les activités humaines.

Cette pandémie est comme une bande-annonce de cinéma qui nous donne un *preview*, un avant-goût de ce qui peut nous arriver si des virus bien plus dangereux font leur apparition et si le changement climatique rend le monde invivable. Dans des cas pareils, il n'y aura ni intérêt privé ni intérêt public à défendre. Contrairement à ceux qui prédisent une résurgence du nationalisme et un retour des frontières, je crois que seule une réponse internationale coordonnée peut aider à affronter ces risques et périls inédits. Le monde est irrévocablement interdépendant et seule une contribution de ce genre peut nous permettre de faire face à la prochaine crise. Nous aurons besoin d'une coordination et d'une coopération internationales d'un type nouveau, afin d'empêcher de futures retombées zoonotiques, pour étudier les maladies, pour innover dans les domaines de l'équipement médical et de la recherche, et plus que tout, il faudra réinvestir les richesses considérables amassées par les entités privées dans les biens communs. Telle sera la condition pour avoir un monde.

(1) Thucydide, « La Guerre du Péloponnèse », chap. 2, 52.

Eva Illouz, bio express

Sociologue franco-israélienne, **Eva Illouz** est considérée comme l'une des plus importantes figures de la pensée mondiale. Directrice d'études à l'EHESS et professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, elle étudie le développement du capitalisme sous l'angle des subjectivités. Elle a récemment publié « [Happycratie](#) » (2018), « [les Marchandises émotionnelles](#) » (Premier Parallèle, 2019) et, le 6 février 2020, « [la Fin de l'amour](#) », aux éditions du Seuil.